

une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole importé. L'Agence internationale de l'énergie est devenue le haut lieu des efforts intergouvernementaux en ce sens. En avril 1978, les pays membres de l'AIE, dont le Canada, ont convenu de publier les résultats de la revue annuelle de leurs politiques énergétiques et des mesures qu'ils ont prises pour atteindre l'objectif fixé par les ministres l'automne précédent, soit limiter les importations de pétrole. Ces pays ont également entamé en 1978 les travaux préliminaires de rédaction d'un document de politiques visant à promouvoir l'expansion du commerce mondial du charbon thermique, document qui devrait être adopté par les ministres l'année prochaine. Le Canada a accru sa participation aux accords de coopération de l'AIE sur les projets de recherche et de développement dans le domaine énergétique et a continué à collaborer à ses activités sur la conservation de l'énergie, le partage des ressources pétrolières et la surveillance du marché mondial des hydrocarbures.

Au "Sommet" économique tenu à Bonn en juillet, les sept dirigeants ont convenu de mesures propres à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole importé. Ces décisions traduisaient en grande partie les grands principes énergétiques adoptés à la réunion ministérielle de l'AIE en 1977. A Bonn, le Canada a préconisé que l'on s'entende sur une initiative à deux volets concernant les besoins énergétiques des pays en développement. Les dirigeants ont convenu d'intensifier leurs programmes nationaux d'aide au développement dans le secteur de l'énergie et d'unir leurs efforts pour doter les pays en développement de techniques d'exploitation d'énergie renouvelable. Le Conseil de l'OCDE a mis sur pied un groupe de travail qui, sous la présidence du Canada, sera chargé d'étudier dans les plus brefs délais les moyens de concrétiser une telle coordination. Les participants au "Sommet" ont également demandé à la Banque mondiale d'envisager de nouvelles modalités de financement pour la recherche d'hydrocarbures dans les pays en développement, à la suite de quoi la Banque a rédigé un rapport proposant la mise sur pied d'un programme d'accélération de la production du pétrole dans ces pays grâce à un soutien financier plus important.

Aucune institution internationale chargée de coordonner la coopération énergétique entre pays industrialisés, pays producteurs et pays importateurs de pétrole n'a vu le jour en 1978. Cependant, comme tous les pays du monde sont de plus en plus conscients de l'importance croissante des questions énergétiques, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris la décision de convoquer en 1981 une Conférence sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

L'optimisme engendré par la situation à court terme sur le marché mondial du pétrole s'est évanoui vers la fin de l'année quand, à la suite de bouleversements politiques internes, les exportations de pétrole iranien, qui se chiffraient à cinq millions de barils par jour, ont commencé à diminuer en octobre, pour s'arrêter à la fin de décembre. Le Canada importait d'Iran environ 20 p. cent de son pétrole, ce qui